



Conseil économique et social

Forum : Conseil économique et social

Question : Quelles propositions face aux défis que représente l'IA. pour le monde du travail ?

Soumis par : Venezuela

Résolution

L'Assemblée générale des Nations Unies ,

Observant l'apparition de problèmes d'infrastructures majeurs au Venezuela et dans les pays les moins avancés, qui entravent l'accès à l'internet et à la technologie,

Déplorant le risque d'automatisation de l'emploi qui représente environ 28% des emplois dans les pays de l'Organisation de Coopération et de développement économiques (OCDE),

Considérant que les difficultés d'accès à la technologie numérique entravent l'acquisition des compétences nécessaires pour prospérer dans un monde de plus en plus dominé par l'IA,

Déplorant en outre que l'exode de professionnels qualifiés à la recherche de meilleures opportunités à l'étranger signifie que chaque pays moins développé comme le Venezuela perdra davantage de sa population active qui pourraient contribuer au développement de l'IA dans leur pays,

Rappelant que l'utilisation de l'Intelligence Artificielle va permettre une augmentation drastique de la production menant à une scission profonde entre les pays maîtrisant l'outil informatique et les autres,

Gardant à l'esprit que le développement de l'IA nécessitera des travaux et des mises en œuvre à grande échelle dans des pays dont l'économie est instable,

Réaffirmant que l'IA peut transformer les règles du travail et entraîner de nouvelles responsabilités et de nouveaux flux de travail, cette évolution pouvant entraîner une augmentation du stress et de l'insécurité de l'emploi,

Reconnaissant l'importance de l'intelligence artificielle (IA) en tant que moteur d'innovation et de développement économique, tout en étant conscient de ses impacts perturbateurs sur l'emploi, la protection des travailleurs et la souveraineté numérique des pays,

Évoquant l'Agenda 2030 des Nations Unies et ses Objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'ODD 8 qui vise à encourager un travail décent et une croissance économique inclusive, ainsi que l'ODD 9 concernant l'innovation et l'industrialisation durable,

Constatant avec inquiétude le manque de réglementations précises concernant la protection des données des employés et l'augmentation de la surveillance causée par l'IA dans certains lieux de travail.

- 1) **Demande** de l'aide financière des pays développés et riches pour soutenir le monde de l'IA sous forme de taxes selon un barème prédéfini en fonction du niveau de richesse,
- 2) **Exige** la présence de 50 % de la main-d'œuvre dans les secteurs où l'IA peut remplacer des emplois,
- 3) **Préconise** l'instauration de quotas d'utilisation de l'IA par jour afin d'encourager les entreprises à conserver une partie de leur main-d'œuvre et d'éviter une consommation excessive d'énergie,
- 4) **Propose** la création d'une institution de régulation de l'utilisation de l'IA à l'échelle mondiale afin d'encadrer son application dans les entreprises,
- 5) **Exige** la création de liens entre les universités qualifiées en IA pour former les travailleurs des pays les moins développés,
- 6) **Suggère** d'organiser des campagnes de prévention sur l'utilisation de l'IA dans les entreprises par le biais de formation obligatoire,
- 7) **S'oppose** à toute stratégie promouvant la délocalisation numérique qui permet aux sociétés d'augmenter leurs bénéfices tout en se servant de la main-d'œuvre des nations en développement sans y investir de manière durable.
- 8) **Demande** aux États de pouvoir contrôler l'utilisation des algorithmes dans le secteur professionnel pour éviter toute discrimination automatisée et toute précarisation de l'emploi.
- 9) **Encourage** les États membres d'instaurer une législation fondée sur les droits fondamentaux pour garantir une protection totale des données de sa population
- 10) **Suggère** que les données personnelles générées par le travail de chaque citoyen doit être considérées comme un bien stratégiques et leur utilisation doivent être strictement encadrées
- 11) **Exige** que toute entreprise utilisant l'IA dans un pays se conforme aux lois locales sur la protection des données et verse une indemnité aux États pour l'exploitation des ressources numériques nationales.